

Souveraineté alimentaire et gouvernance citoyenne

- *Propositions pour faire face aux problèmes de la faim et de la malnutrition dans le monde*

Pierre Vuarin

Dans cet exposé, je présenterai les analyses, les réflexions et des propositions qui résultent des travaux menés dans le cadre de la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), du réseau Agricultures Paysannes, Sociétés et Mondialisation qui a été soutenu, en particulier par cette fondation. Elles proviennent aussi de nombreux échanges, travaux, rencontres à travers le monde avec les participants au réseau mondial APM Terre Citoyenne qui associe des responsables paysans, des responsables d'ONG, des experts de nombreux pays de différents continents. Elles bénéficient aussi des travaux de Marcel Mazoyer, Pierre Campagne, Jacques Berthommé, Marie Rose Mercoiret, Mark Ritchie, agronomes ou socio économistes, des réflexions de Pierre Calame et de la FPH sur la gouvernance. Les Chinois du réseau APM Chine ont aussi été associés à ce processus de réflexion et de propositions.

Je ferai le point, dans un premier temps, sur la réalité de l'évolution de la population paysanne et agricole mondiale.

Je montrerai, dans un deuxième temps, l'évolution différente de la production agricole selon les régions du monde et la manière dont se met en oeuvre, au niveau mondial "une machine à produire de la pauvreté et de la faim".

Dans un troisième temps, en relation avec les besoins alimentaires mondiaux, je mettrai en évidence les propositions globales que nous formulons et présenterai les idées de souveraineté alimentaire et de gouvernance citoyenne.

Dans un quatrième temps, je préciserai très rapidement où en est-on au niveau mondial de l'avancée de ces propositions.

I) L'évolution de la population paysanne et agricole au niveau mondial.

Nous avons globalement, 1,3 milliard d'actifs agricoles dans le monde. Ils représentent, en gros, la moitié des actifs du monde entier, tous secteurs confondus. Cela correspond à un peu moins de 3 milliards de population agricole et donc à la moitié de l'humanité. Cela représente une réalité importante qui est souvent ignorée par les responsables politiques au niveau national et international.

L'écrasante majorité de ces actifs (96,6 %) se trouvent dans les pays dits du tiers monde. Mais les 3,5 % de paysans des pays industrialisés qui travaillent avec des tracteurs, des techniques sophistiquées produisent 50 % de la production agricole mondiale. On voit bien par ces chiffres que des réalités très différentes existent au niveau mondial.

D'après la FAO, le nombre de ces actifs agricoles a augmenté de 47 % entre 1970 et 1995. Ceci apparaît étonnant car dans les pays développés la population agricole diminue rapidement. Il est vrai que la réalité peut aussi se retourner rapidement dans les pays. Regardons néanmoins ces chiffres qui montrent de grandes différences selon les régions du monde.

En effet, alors que la population agricole mondiale progressait de 58 % dans les pays du sud, celle dans les pays industrialisés diminuait de 47 % comme je l'indiquai tout à l'heure.

Autre élément important, cette population agricole a augmenté de 60 % en Afrique, de 38 % en Asie, mais elle a baissé dans certains pays d'Amérique latine comme le Brésil (4 millions d'actifs agricoles en moins, soit - 31%) alors que dans le même temps, elle a augmenté dans d'autres pays de d'Amérique latine pour la même période (+ 20 % au Mexique).

Dans cet ensemble actuellement, la Chine représente 33 % et l'Inde 21% de la population agricole

mondiale. Ainsi, plus de la moitié de la population agricole mondiale se trouvent en Chine et en Inde.

II) Quelles sont les différents types d'agriculture dans le monde ?

Parmi ces actifs, nous avons en gros, selon les chiffres de la FAO et de la Banque Mondiale:

- 40 millions de paysans qui utilisent un tracteur. Il y a, en effet, 28 millions de tracteurs dans le monde. Ils représentent donc moins de 4% des actifs agricoles dans le monde.
- 420 Millions d'actifs agricoles qui bénéficient de la traction animale et de la révolution verte (amélioration des variétés, utilisation de pesticides, d'engrais minéraux..) soit, en gros, un tiers des actifs agricoles.
- 420 autres millions d'actifs qui travaillent de manière manuelle, mais qui ont bénéficié de la révolution verte, en particulier, de l'amélioration des céréales. Ils représentent un deuxième tiers d'actifs.
- Enfin un dernier tiers (420 millions de paysans) qui travaillent aussi de manière manuelle (bêche, houe, machette...) mais qui n'ont pas bénéficié de la révolution verte. Ils adoptent des stratégies d'adaptation et de résistance. Ils travaillent comme saisonnier dans les grandes exploitations. Ils migrent temporairement dans les villes. Ils ont peu de terre.

Ces 420 millions d'actifs agricoles représentent, avec leurs familles, 1 milliard de population agricole qui n'ont souvent pas suffisamment de terre. Ils tentent de survivre avec leur famille. Il faut noter que 80 % des agriculteurs d'Afrique, 40 % à 60 % de ceux d'Asie et d'Amérique Latine travaillent en culture manuelle et ont peu bénéficié des progrès en matière de sélection et de chimisation.

Quelle évolution s'est-elle produite depuis cinquante ans ?

Trois facteurs ont joué un rôle important:

1) L'explosion des inégalités de productivité en agriculture.

Entre les deux guerres mondiales, la différence de productivité entre un paysan pratiquant de l'agriculture manuelle et un paysan possédant la traction animale avec des outils techniques adéquats, allait de 1 à 10.

En ce début du 21ème siècle, entre ces paysans toujours en agriculture manuelle ayant la capacité de travailler 1ha et pouvant produire de l'ordre de 1000 Kg net d'équivalent-céréale par travailleur, et les producteurs de céréales (comme dans certaines régions de France) pouvant travailler seul 200 ha en ayant des rendements de l'ordre de 10 000 Kg à l'ha en moyenne, la différence de productivité peut aller entre ces deux types de paysans de 1 à 2000. On peut comprendre à travers ces chiffres, ce que peut signifier la mise en concurrence d'agricultures ayant des niveaux de productivité complètement différents.

2) Au cours des dix dernières années, avec la libéralisation des flux financiers, avec la libéralisation des échanges, on a vu apparaître le développement de grandes exploitations capitalistes. La motorisation, le développement de moyens de transport ferroviaires, routiers, aériens ont favorisé la pénétration de la modernisation de l'agriculture mais aussi la concurrence entre des agricultures de nature très différente.

Dans de nombreux pays, dans différents continents (Amérique latine, Europe Centrale et Orientale...) de grandes exploitations agricoles investissent, tout d'abord, dans le foncier. Elles mobilisent aussi des technologies modernes dans des modèles d'agricultures productivistes nécessitant beaucoup d'intrants (engrais, pétrole, matériaux pour les bâtiments, aliments du bétail éventuellement...). On les a vu se développer ce type d'exploitations dans les pays permettant l'achat du foncier, et où existent des bonnes conditions de marché, d'exportation, des coûts de main d'œuvre très bas (de 1 à quelques dollars par jour) . C'est le cas d'exploitations implantées au Brésil, en Argentine, en Equateur, en Ukraine, dans certaines régions de Pologne, en Roumanie, en

Hongrie, aux Philippines.... Il n'est pas exclu qu'existent déjà ou que puissent se développer ce modèle d'exploitations, en Chine, en particulier dans l'élevage. Mais vous devez en savoir plus que moi sur cette question.

Ces exploitations produisent à des coûts très faibles, auxquels peu d'agricultures dans le monde peuvent résister. Les agricultures mécanisées d'Europe, d'Amérique du Nord ne peuvent aucunement être concurrentielles, ne peuvent survivre, à ces prix de mise en marché, sans recevoir des subventions.

3) Les subventions à l'exportation des agricultures des pays industrialisés sont aussi une des causes des difficultés des agricultures des pays du sud. Ces pays soutiennent, au niveau de 511 milliards de dollars par an, leurs agricultures, en particulier pour l'exportation.

Ces trois facteurs conjugués avec en plus, le processus de libéralisation des échanges agricoles qui s'est accéléré avec l'application des plans d'ajustement structurels et l'application des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ont contribué à faire baisser les prix agricoles des céréales de deux, trois à quatre fois leur valeur, durant ces cinquante dernières d'années. Avec ce processus de diminution des prix, les paysans les plus pauvres ont vu diminuer dramatiquement leurs revenus, la possibilité d'investir et aussi la possibilité de nourrir leur famille. Marcel Mazoyer, un expert agronome français fait le calcul qu'un paysan manuel du Soudan en Afrique, des Andes d'Amérique latine ou d'Inde par exemple, produisant 1000 kg par an aura besoin dans les meilleures conditions (sans impôts, fermage et intérêts d'emprunt) de 33 ans (c'est-à-dire une vie de travail) pour acquérir une paire de boeufs, et un petit matériel de culture attelée (soit 2 000 dollars). Il lui faudrait une centaine d'années pour acquérir un matériel de culture attelée lourde, 300 années pour acheter un petit tracteur de 20 000 dollars et 3000 ans pour acheter un équipement complet de motorisation de 200 000 dollars. On perçoit ainsi l'impossibilité pour ces petits paysans d'investir, de se moderniser, de s'affronter à une concurrence internationale ou avec des agricultures au niveau national, très différentes.

Il s'est donc réalisé différents processus, durant ces dernières années, en particulier pour les agricultures soumises à l'ouverture des marchés :

- un blocage en matière de développement de ces exploitations et aussi souvent de régions entières, avec un réduction de la solvabilité de nombreux paysans et de ruraux ne pouvant plus acheter des produits artisanaux ou industriels ou même des produits alimentaires,
- une limitation de la contribution en produits agricoles et alimentaires au niveau local et national par ces mêmes petites exploitations, une détérioration des ressources naturelles et de l'environnement, car les paysans, en situation de survie, portent moins d'attention vis à vis de la préservation de ressources naturelles (dégradation des sols qui sont moins entretenus, moins amendés en matière organique, dégradation de la diversité biologique et alimentaire car les familles paysannes ne peuvent plus apporter suffisamment d'attention...)
- un appauvrissement des petits paysans, de la population agricole et rurale qui y est liée.
- un flux de population appauvrie dans les villes créant des problèmes sociaux, de violence. Le Brésil est un des exemples les plus illustratifs, dans le monde, de ce type de situation.

Au niveau mondial, des centaines de millions de paysans tentent de résister individuellement ou collectivement face à ces situations. Mais ils sont affaiblis, appauvris. Ils peuvent se lancer dans des cultures illégales de pavot en Asie, de coca dans les pays andins en Amérique latine, de chanvre indien au Proche Orient, en Afrique.... Ils sont encore plus victimes des calamités, des sécheresses, des inondations, des conflits...

Avec le processus de baisse régulière et tendancielle des prix, nous avons un mouvement sans cesse renouvelé de création de nouvelles couches de paysans appauvris, victimes de la faim et la malnutrition qui apparaissent dans de nombreux pays du monde et qui vont grossir, pour une partie d'entre eux, les pauvres des villes.

Nous avons donc en place tous les éléments d'une machine à produire de la pauvreté, de la faim qui fonctionne au niveau mondial. C'est un fait que reconnaît la FAO elle-même dans ses publications.

Elle prend des formes un peu différentes selon la capacité de résistance collective des paysans, selon les politiques nationales menées. Mais le schéma global de production de la pauvreté et de la faim est le même.

III) Que se passe-t-il au niveau de l'alimentation ?

800 millions de personnes sont sous-alimentés dans le monde et près de deux milliards de personnes sont victimes de malnutrition. Elles souffrent de graves carences en fer, iode, zinc, calcium et en vitamines.

Un fait très important qu'il faut souligner: les 3/4 des personnes victimes de sous-alimentation ou de malnutrition sont des ruraux et parmi ceux-ci, un grand nombre sont des paysans. Nous avons démontré le processus de production de ces couches de paysans appauvris avec leurs familles et qui sont victimes de malnutrition et dans certaines circonstances de la faim.

Il y a 6 milliards de personnes actuellement qui vivent sur la planète. Les projections de la FAO prévoient 9 milliards d'habitants en 2050.

Afin que tous les êtres humains accèdent à une nourriture adéquate, un doublement de la production alimentaire au niveau mondial est nécessaire, pendant cette période. Dans cette production alimentaire, il faut noter que la pêche contribue pour 7% des protéines consommées au niveau mondial.

Mais cette augmentation serait différenciée selon les continents. Il serait nécessaire d'obtenir un triplement de la production dans les pays en voie de développement et une production multipliée par 5 en Afrique et par 10 dans certains des pays de ce continent selon des experts comme Philippe Collomb. Il y aurait aussi besoin d'une qualité nutritionnelle accrue des aliments et un bon équilibre nutritionnel au niveau de l'alimentation.

Il faut noter qu'en cinquante ans, la Chine a multiplié sa production par 3,5 alors que la population était multipliée par 1,3. La Chine constitue, en ce sens, une référence positive. En effet, la Chine, en particulier, en protégeant, pendant des années, son agriculture et en garantissant des prix aux producteurs nettement plus élevés que ceux sur le marché mondial, a résolu, des problèmes de sécurité alimentaire à une échelle de population considérable.

Le doublement de la production au niveau mondial est donc possible. Mais cela requiert, en particulier, de ne pas abandonner la production agricole dans des régions, des pays où les conditions naturelles sont difficiles et rendent l'agriculture moins "compétitive" dans le système actuel. C'est là, de plus où se trouvent les populations agricoles les plus vulnérables.

IV) Quelles propositions faisons-nous, par rapport à cette situation ?

Nous pensons qu'il faut arrêter cette machine à produire de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.

Nous pensons qu'il faut créer les conditions pour que les paysans en place puissent utiliser durablement les écosystèmes cultivés sans détruire l'environnement et en produisant le maximum de denrées sûres du point de vue sanitaire et d'une bonne qualité nutritionnelle.

Depuis quelques années, certaines idées stratégiques sont avancées par la société civile mondiale. Je développerai ici l'idée de souveraineté alimentaire (ou de droit des peuples à se nourrir) mais aussi l'idée plus nouvelle de gouvernance citoyenne nécessaire pour faire avancer les solutions à ces problèmes du local au mondial.

J'indiquerai aussi différents grands axes de proposition au niveau mondial.

1) Deux idées stratégiques: la souveraineté alimentaire et une gouvernance citoyenne à tous les niveaux. D'où vient le concept de souveraineté alimentaire ?

Ce concept est intrinsèquement lié à la pratique sociale, à la lutte sociale des mouvements paysans, au niveau international durant les années 90. Ce concept est apparu dans le cadre d'un programme alimentaire d'Amérique Centrale dans lequel les mouvements paysans de la région étaient impliqués. Ceux-ci ont repris ce concept qui a été porté, au niveau international, par le mouvement

paysan mondial « Via Campesina » mais aussi par d'autres mouvements, réseaux de la société civile.

Un Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire a été organisé à La Havane (Cuba), en 2001, sur ce thème.

Que recouvre, de manière centrale, le terme de souveraineté alimentaire ?

Ce concept est tout d'abord un concept de résistance, une bannière pour unifier la résistance contre la libéralisation des marchés et la mise en concurrence d'agricultures, de pêches, de systèmes alimentaires complètement différents avec des différences très importantes de productivité. Comme je l'ai montré, mettre en concurrence ces agricultures, ces pêches, ces systèmes alimentaires crée des désastres, la pauvreté pour des millions de ruraux, la destruction de systèmes alimentaires.

90 % des produits agricoles et alimentaires produits dans le monde sont consommés au niveau local ou national et ne vont pas sur le marché mondial. Aussi, il est dangereux de se baser sur les 10% de la production mondiale qui vont sur le marché mondial afin d'édicter une libéralisation des marchés bouleversant l'ensemble des marchés et les systèmes alimentaires locaux et nationaux.

La signification centrale du concept de souveraineté alimentaire est de refuser cette concurrence brutale entre agriculteurs, pêcheurs, systèmes alimentaires complètement différents et de signifier qu'il faut tout d'abord, résoudre les problèmes d'alimentation au plus près des populations et avec elles.

Cette idée renvoie aussi à celle de subsidiarité active, c'est à dire au fait de donner le pouvoir de résoudre les problèmes le plus localement possible mais en intégrant le fait que les autres niveaux doivent aussi aider à la résolution des problèmes et doivent agir dans le même sens.

La souveraineté alimentaire, c'est aussi l'idée que les peuples ont le droit et le devoir de se nourrir, d'avoir un pouvoir de choix sur leur nourriture.

C'est aussi l'idée que le marché doit être soumis à des valeurs supérieures, aux droits de l'homme et au droit à l'alimentation, en particulier.

Quelle traduction concrète de cette idée en matière d'échange international ?

Le Mouvement Via Campesina mais aussi d'autres organisations de la société civile, le forum mondial sur la souveraineté alimentaire de 2001 ont cherché à traduire politiquement ce concept dans des propositions concernant les échanges de produits agricoles.

Il a donc été proposé que soit donné le droit des peuples de décider de leur alimentation, de laisser le droit à un pays ou un ensemble de pays, de mettre en place librement des instruments de politique agricole, de la pêche à partir du moment où ces produits ne vont pas sur le marché mondial. Il a été avancé aussi le fait de refuser de vendre sur le marché international des produits agricoles en dessous du niveau de leur coût de production, de refuser donc des pratiques variées de dumping.

L'autre concrétisation de ce concept est de permettre à un pays ou à un groupe de pays de pouvoir refuser l'importation de produits, subventionnés ou non, pouvant déstabiliser complètement des filières et remettre en cause la sécurité alimentaire des populations.

Quel sens plus large est donné au concept de « souveraineté alimentaire » ?

Le Forum Mondial de Souveraineté Alimentaire mais aussi le mouvement Via Campesina ont donné un sens plus large au concept de souveraineté alimentaire. Ainsi, il a été inclus :

- La défense et la promotion de l'agriculture paysanne,
- L'accès et la gestion des ressources naturelles (terre, eau, biodiversité..).
- La possibilité de refuser des biotechnologies (OGM par exemple...) en suivant le principe de précaution, du fait des risques de pollution génétiques et d'impact possible sur la santé.

Des points de débat et d'approfondissement concernant ce concept, cette revendication.

Les critiques sur ce concept concernent en particulier le lien avec le sens originel du terme de souveraineté. En effet, le terme de souveraineté fait apparaître le droit sans limite d'un roi, d'un souverain sur un territoire, son devoir de protéger une population, mais aussi son droit d'édicter le droit la concernant.

Selon les cultures, ce terme de souveraineté a des sens originels différents, mais il porte ce sens, cette connotation.

Aussi, il apparaît important de mettre l'accent sur l'idée de souveraineté d'un peuple ou d'un ensemble de peuples d'une région, et non de réduire cette souveraineté à une nation, à un pays, à la « souveraineté nationale » exercée par le biais d'un gouvernement.

Par ailleurs, nous savons que nous sommes tous dans une situation d'interdépendance. On ne peut pas résoudre le problème de l'alimentation en agissant uniquement à un seul niveau local ou mondial. Nous avons besoin d'articuler différents niveaux d'intervention (local, national, régional, mondial). Cette idée renvoie aussi à celle de subsidiarité active, c'est à dire au fait de donner le pouvoir de résoudre des problèmes le plus localement possible mais en intégrant le fait que les autres niveaux doivent aussi aider à la résolution des problèmes et doivent agir dans le même sens. Cette notion fait donc plus apparaître l'idée d'une souveraineté partagée par la réalité des interdépendances, entre les différents niveaux de pouvoirs mais aussi entre des acteurs différents.

La notion de Gouvernance Citoyenne

La notion de gouvernance nous paraît intéressante car elle met en évidence la nécessité de penser, de discuter, de négocier, d'agir avec différents acteurs afin de faire bouger la société, afin de gouverner un changement. Mais en rapport avec l'utilisation variée de ce concept par de nombreux acteurs (Banque mondiale, responsables politiques prônant le primat radical du marché mais aussi réformateurs variés essayant de prendre en compte la complexité du monde), il nous semble important de donner un contenu, un sens à la forme de gouvernance que nous défendons afin de promouvoir et d'exercer cette « nouvelle souveraineté alimentaire ». C'est en ce sens que nous avançons l'idée de « gouvernance citoyenne » qui met l'accent sur la nécessité d'une articulation des acteurs variés (publics, privés, société civile) à tous les niveaux (du local au mondial) et la nécessité de donner un réel pouvoir aux acteurs sociaux, citoyens de la société civile. Nous avons vu, par exemple, que dans le processus d'accord de l'OMC du 31 juillet 2004, la société civile n'a pas eu une place, ni un rôle. Ceci m'apparaît contradictoire avec l'idée d'une gouvernance citoyenne que nous défendons.

Ceci nécessite, en particulier, de créer des espaces, des lieux, des processus nouveaux à un niveau local, national, régional, mondial associant ces acteurs différents pour échanger, analyser, exprimer des propositions, négocier afin d'avancer dans la résolution des problèmes.

Ces espaces, ces lieux, ces institutions nouvelles ne seront créés, développés qu'avec la mobilisation, la capacité d'initiative, de proposition des organisations sociales, citoyennes de la société civile. Cela dépendra aussi de l'accord des pouvoirs politiques mais aussi du soutien de nombreuses organisations, institutions qui peuvent aider à ces processus de réflexions et d'actions multi acteurs.

Nous voyons déjà des ouvertures dans certains pays. Ainsi, au Brésil, un comité national pour l'alimentation et la nutrition associant des acteurs variés (privés, ONG, organisations sociales, administration...) a été créé. La constitution de ces espaces, lieux, institutions d'un type nouveau, en particulier, au niveau national, constitue un enjeu important pour les années prochaines.

2) Six grands axes de proposition

Pour aller plus concrètement vers des solutions, nous proposons six axes de travail et de solution.

2-1) Il faut réaliser des réformes agraires dans certains pays et établir un contrôle du marché foncier. Dans certains pays où existent de grandes inégalités au niveau de l'accès au foncier, il est nécessaire de réaliser des réformes agraires (Brésil, Zimbabwe, Philippines...), mais il est aussi indispensable de développer un contrôle des marchés fonciers afin d'éviter la concentration des terres.. Dans ce sens, nous participons à la préparation d'un Forum Mondial sur les Réformes Agraires et la gestion des ressources naturelles qui aura lieu en Décembre 2004 à Valencia en Espagne.

2-2) Il faut réaliser "une révolution doublement verte" au profit des paysannes pauvres du monde. Il faut permettre l'accès de ces paysannes pauvres à certains résultats de la recherche actuelle de

la révolution verte. Il faut aussi un investissement au profit de ces agricultures paysannes à travers le monde. Il est clair que la plupart des espèces animales et végétales locales, de montagne n'ont pas bénéficié d'un effort de la recherche. C'est le cas du bétail comme les zébus, les yacks, les buffles, les ânes, les moutons, les chèvres, les porcs locaux... C'est aussi le cas de nombreuses espèces végétales souvent très positives pour une alimentation différenciée et dont réclament l'attention des chercheurs comme Francis Delpeuch en France. Il faut donc mobiliser la recherche en matière d'amélioration de variétés végétales et d'espèces animales, pour ces "agricultures orphelines", se trouvant dans des conditions difficiles, comme le dit Marcel Mazoyer, un agronome français qui argumente dans la même direction que nous et qui a décrit avec finesse et pertinence la crise en cours. Il faut mobiliser la recherche sur ces systèmes agraires avec un objectif de développement durable. Ceci n'est pas si simple, dans les circonstances actuelles, avec une tendance marquée à la privatisation de recherche, sous l'influence ou le financement des grands groupes agroalimentaires au niveau international.

Un contrôle social sur le contenu de la recherche est aussi nécessaire. On ne peut laisser les chercheurs chercher seuls, sans contrôle social, avec leur seule conscience et la pression alléchante des firmes privées. Un débat se développe sur ce thème en France, dans les pays développés mais aussi dans certains pays du sud.

Le thème des Organismes Génétiquement Modifiés est devenu emblématique de cette question au niveau international. Les OGM touchent surtout des espèces végétales (Maïs, Soja...) qui se développent dans quelques pays (USA, Canada, Argentine...). Ils présentent des risques réels pour l'environnement, la biodiversité, la dépendance des paysans vis à vis des grandes firmes... Ces OGM ne présentent aucun intérêt prouvé concernant la qualité des produits. Ils n'apportent pas de solutions aux problèmes des populations en situation de malnutrition. C'est un leurre. Il existe une réelle résistance des paysans, des consommateurs dans différents pays du monde qui utilisent différentes formes d'action de désobéissance civile pour se faire entendre. C'est le cas en France, en Europe, en Inde....

2-3) Il faut arrêter la guerre des prix agricoles internationaux.

Il faut rompre avec la libéralisation des échanges qui tend à mettre en concurrence des agricultures complètement différentes et qui tend à aligner les prix des marchés intérieurs sur le prix de ceux qui apportent leur surplus au plus bas prix sur le marché mondial. En effet, des grandes compagnies transnationales apportent sur le marché intérieur de nombreux pays du sud du riz, du blé, des légumes, de la viande qui constituent des surplus à bas prix des agricultures modernisées de pays développés ou en voie de développement. Cela peut être aussi des produits subventionnés qui arrivent sur le marché mondial et dans les pays du sud comme le lait, les céréales, la viande et qui mettent en situation de crise les petites exploitations de nombreux pays.

Nous sortons d'une négociation à l'organisation mondiale du commerce (OMC) le 31 juillet 2004. Il a été obtenu un accord global qui touche l'agriculture mais aussi les services. C'est un accord cadre qui doit permettre la relance des discussions plus précises en Septembre 2004 à Genève. Il est annoncé un abandon à terme des subventions à l'exportation. Mais qu'est-ce que cela signifie quand des systèmes de soutien interne à la production agricole vont continuer à exister sous différents motifs : mesures de politiques agri-environnementales en particulier ou soutien directs aux producteurs.. Sans mesures de maîtrise et de limitation de la production (quota de production par pays, par exploitation...) ces subventions internes constituent des incitations, des aides aux exportations. L'accord du 31 juillet a été entériné par une réunion des chefs de l'ensemble des délégations. Certaines délégations ont néanmoins exprimé des réserves. Mais cet accord est grave. La quasi totalité des Organisations Non Gouvernementales, les organisations de paysans comme Via Campesina ont dénoncé cet accord. Il apparaît que de nombreux délégués des 147 pays membres de l'OMC, sans appui technique, n'ont pas compris les conséquences d'un tel accord concernant l'agriculture. Cet accord va vite poser problème pour les pays les plus fragiles.

Mais il y a une chose nouvelle qui existe au niveau international, c'est la capacité d'expertise, de réaction de la société civile internationale, via des ONG, des organisations de paysans, de réseaux de travail internationaux. Cet accord du 31 juillet est une négation de la réalité actuelle de la société

civile mondiale. Les états ont fait comme si elle n'existait pas. A mon avis un tel accord, obtenu sans clarté sur ses conséquences, délégitime l'OMC plus qu'il ne lui donne force. Nous avons besoin d'un organe de régulation international qui s'occupe des marchés internationaux, mais pas d'un organe qui fragilise les états les plus faibles (en réduisant leur capacité de se protéger par les barrières douanières) et qui confortent les pays les plus riches, les plus agro-exportateurs, les compagnies transnationales. Je reviendrai pour partie sur ces questions en traitant de la souveraineté alimentaire.

2-4) Il faut repenser une nouvelle organisation des marchés.

Il serait nécessaire d'établir des grands marchés régionaux, regroupant des pays ayant des productivités agricoles proches (Afrique de l'ouest, Europe de l'ouest, Afrique du nord...). Dans ce cadre, il serait nécessaire de maîtriser les quantités de produits mises sur le marché international, d'attribuer des formes de quotas d'exportation par région du monde et de négocier des prix d'exportation par région du monde. Une augmentation des prix agricoles devrait avoir lieu. Elle devrait être progressive, importante et prolongée.

Il serait nécessaire de protéger les marchés internes des pays, en particulier les plus fragiles, des importations à bas prix, en permettant à ces régions ou aux pays de mettre en place des taux de douane variables.

2-5) Il faut développer des politiques publiques d'alimentation et de nutrition à tous les niveaux.

Il n'y a pas que le manque de calories qui constitue un problème de fonds. Il y a aussi le manque de micronutriments, de vitamines, d'équilibre nutritionnel qui affectent profondément des centaines de millions d'enfants, de personnes.

Il y a nécessité de coordonner et d'intégrer les politiques agricoles, de santé, d'environnement, d'éducation avec des objectifs nutritionnels. Il faut réunir les acteurs concernés au niveau local, régional, national avec cet objectif. Nous ne réduisons pas les problèmes d'alimentation en apportant uniquement une quantité de calories.

2-6) Il faut repenser une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale.

Il nous apparaît essentiel de mettre en avant l'objectif du droit et du devoir des peuples à se nourrir. Les droits fondamentaux, le droit à l'alimentation doivent primer par rapport aux questions de marché. Il faut refuser la dictature des marchés.

Les engagements nombreux des états en faveur de la concrétisation du droit à l'alimentation, devraient pouvoir être mis en valeur, devraient pouvoir être concrétisés dans une hiérarchie du droit au niveau international. Aussi, nous pensons que l'Organisation Mondiale du Commerce, qui est un instrument multilatéral, ne devrait s'occuper que des questions de marché et non intervenir dans les politiques alimentaires, sur les questions d'environnement et d'éthique. D'autres organisations multilatérales devraient être renforcées ou créées comme une "Organisation Mondiale sur l'Environnement". Par ailleurs, nous proposons de créer une instance de recours au niveau du secrétariat des Nations Unies afin de résoudre les problèmes de compétence entre ces différences organisations multilatérales.

V) Quelle est l'avancée de telles propositions dans le contexte actuel ?

1) Il faut noter tout d'abord, l'énorme capacité d'adaptation, de résistance des agricultures paysannes et familiales dans le monde.

2) Il faut noter aussi le développement des organisations paysannes au niveau des différents continents: Afrique, Amérique Latine, Asie, même si la Chine, de ce point de vue, est moins avancée. Ces organisations paysannes, le mouvement paysan mondial "Via Campesina", d'autres organisations régionales de paysans, le Forum Mondial des pêcheurs et travailleurs de la mer portent aussi ces idées, ces propositions.

3) Des organisations non gouvernementales, le réseau Mondial APM Terre Citoyenne, FIAN, d'autres réseaux travaillent sur ces sujets de l'alimentation, le processus de création d'une pauvreté renouvelée. Ils défendent aussi ces analyses et ces propositions. Le Forum Mondial de Souveraineté

Alimentaire organisé en 2002 à La Havane à Cuba et auquel a participé une délégation Chinoise est l'illustration avec les Forums Sociaux Mondiaux du portage de plus en plus large de cette préoccupation mais aussi de telles propositions par la société civile mondiale...

4) Des techniciens, des experts, de larges secteurs de l'organisation de la FAO partagent de plus en plus ces analyses. Des responsables politiques dans des pays qui bougent politiquement (Brésil, Equateur...) mais aussi dans d'autres pays confrontés à ces problèmes, se trouvent disponibles pour défendre plus fortement leurs engagements, vis à vis de leurs populations, de respecter et de concrétiser les droits les plus fondamentaux dont l'accès à l'alimentation. Des opportunités s'ouvrent pour travailler avec ces gouvernements qu'il faut saisir.

5) Mais face à nous, nous avons des forces économiques qui défendent fortement leurs intérêts, comme les multinationales de l'alimentation, les industries chimiques. Nous avons aussi une idéologie libérale qui fait du marché, une valeur suprême de l'Humanité, et qui est encore très présente et forte au niveau international, bien qu'elle soit remise en cause, de plus en plus fortement et ouvertement par la société civile mondiale.

Pierre VUARIN

Responsable de Programmes à la Fondation Charles Léopold Mayer

Co-fondateur du réseau APM Terre Citoyenne.

Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>